

**Chers parents,**

Depuis le 26 février les enseignant-es de Seine-Saint-Denis refusent de faire la rentrée tant que nous n'obtiendrons pas un budget à la hauteur des enjeux.

Si cette mobilisation est aussi suivie par la communauté éducative, c'est parce que depuis trop longtemps, l'école n'est plus une priorité pour les gouvernements. Certes, l'argent ne fait pas tout, mais le manque de moyens alloués à l'Éducation dans notre pays atteint aujourd'hui un niveau critique.

Les « réformes » se succèdent et se ressemblent : chacune d'elles a pour objectif de réduire les budgets, de faire des « économies », de diminuer la dépense publique consacrée à l'éducation de vos enfants. Et quand la préoccupation du gouvernement n'est - exceptionnellement - pas financière, se rajoute la mise en place un projet d'école à plusieurs vitesses, comme la réforme dite « du choc des savoirs » qui instaure des groupes de niveaux stigmatisants et inopérants.

Résultat : les métiers de l'enseignement sont dévalorisés, les locaux sont mal entretenus, et le manque d'équipements est criant. En fin de compte, ce sont vos enfants qui payent la note, car leurs conditions d'apprentissage sont dégradées.

Un rapport publié à l'automne dernier par des parlementaires de tous bords l'expliquait clairement : en Seine-Saint-Denis, la situation est particulièrement alarmante. Dans les écoles élémentaires, 200 nouvelles fermetures de classes sont programmées pour la rentrée de septembre 2024. Au collège, le plafonnement à 25 du nombre d'élèves par classe n'est pas respecté : certaines classes comptent jusqu'à 30 élèves. Enfin, le déficit du nombre de postes d'enseignants est estimé à 2200 pour les 68 lycées du département. On ne compte plus le nombre de professeurs non-remplacés, y compris quand leurs absences sont prévues de longue date (grossesses, formations, etc.). Il manque 2200 AESH - accompagnatrice pour les enfants en situation de handicap. Et dans au moins 40 % des établissements il manque au au moins un personnel médico-social (infirmières, assistantes sociales...) indispensables pour les dépistages, l'accompagnement des élèves vulnérables, l'accès aux bourses, pour agir contre la maltraitance et le harcèlement.

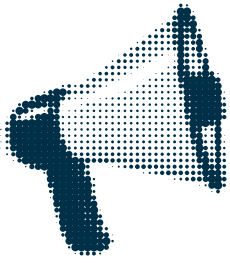
C'est la raison pour laquelle nous, personnels d'éducation des écoles, des collèges et des lycées exigeons qu'un plan d'urgence pour l'éducation dans le 93 soit mis en place sans délai.

Cette demande, pourtant légitime, n'est, à ce jour, pas entendue par les décideurs, **nous serons en grève les jeudi 7 et vendredi 8 mars 2024.**

Croyez-le bien, chers parents, ce n'est pas de gaité de cœur que nous nous mettons en grève, mais nous faisons le choix de nous mobiliser pour vos enfants et pour défendre l'école émancipatrice et l'égalité des chances, notre choix est fait.

**En conclusion, nous vous demandons de nous appuyer dans notre combat pour un plan d'urgence pour l'Éducation dans le 93, dans l'intérêt supérieur de nos élèves et de vos enfants. C'est pourquoi nous appelons à une semaine « nuits des écoles et des établissements » du 11 au 15 mars.**

Les personnels d'Éducation de Seine-Saint-Denis  
avec le soutien de l'intersyndicale Éducation FSU – CGT – SUD - CNT



# NOS REVENDEICATIONS



## Des milliers d'enseignant-es manquants

Il manque 2 000 enseignant-es pour les 859 ecoles  
Il manque 1 000 enseignant-es pour les 130 collèges  
et 2 200 enseignant-es pour les 68 Lycées.  
OBJECTIF : 20 élèves par classe (19 est la moyenne  
européenne) remplacements immédiats, des toutes  
petites sections dans toutes les maternelles.



## Pôle médico-social renforcé

Actuellement, 40% des établissements  
ont un pôle médico-social avec au  
moins un personnel manquant  
(infirmière, Assistantes sociales)



## Renforcer les vies scolaires

Il manque 175 CPE, 650 AED, 320  
assistant-es pédagogiques en collège et  
lycées.



## Une inclusion des enfants en situation de handicap de qualité

Il manque 2200 AESH pour  
accompagner les enfants en situation  
de handicap. Il faut un vrai statut et un  
salaire correct pour les AESH.



## 358 millions d'euros pour financer les postes manquants

358 millions d'euros, c'est le coût de ce plan  
d'urgence. Comparé aux 2 milliards d'euros  
nécessaires pour financer les uniformes,  
l'effort reste minime !



## Bâti scolaire en bon état et à taille humaine

2/3 des écoles sont en mauvais état, 1/3 infestées  
de nuisibles, 50% des établissements sous-  
chauffés, avec une mauvaise isolation, des  
fuites....Il faut un collectif budgétaire de l'Etat pour  
rénover nos écoles et établissements